



La crise économique européenne et les tensions militaires éclipsent le sommet du G8

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 24 mai 2012

[wsws.org](#) 22 mai 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Les chefs d'Etat américain, européens, japonais et canadien se sont rassemblés hier pour un sommet G8 de deux jours à Camp David, au Maryland, et qui sera suivi d'un sommet de l'OTAN à Chicago. L'ordre du jour se concentre sur les craintes d'un effondrement économique en Europe dans le contexte d'une opposition populaire grandissante contre les mesures d'austérité, ainsi que sur l'intensification des guerres et des tensions militaires internationalement.

Le président Barack Obama a rencontré hier matin le président français, François Hollande, qui a battu le président sortant, Nicolas Sarkozy, lors des élections du 6 mai qui tournaient autour de la question du soutien de Sarkozy à la politique de rigueur définie par la chancelière allemande, Angela Merkel. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a également rencontré le ministre français des Affaires étrangères nouvellement nommé, Laurent Fabius.

Les deux présidents auraient discuté de l'économie européenne, des guerres en Afghanistan et en Syrie ainsi que des tensions avec l'Iran.

Après la réunion, lors d'une conférence de presse avec Hollande, Obama a dit: « Nous comptons avoir une discussion fructueuse ce soir et demain avec les autres dirigeants du G8 sur la manière de trouver une approche responsable combinant consolidation budgétaire et programme de croissance fort. »

Obama ce faisant a signalé son accord avec la politique de Hollande présentée durant les élections françaises : l'ajout d'un « volet de croissance » au pacte fiscal européen prescrivant des réductions budgétaires draconiennes sur l'ensemble du continent.

La politique qui en découle combinerait des coupes anti-classe ouvrière avec des versements plus importants aux banques et un nombre relativement plus faible de projets d'infrastructure dans le but d'éviter le genre d'effondrement économique que l'Union européenne a imposé à la Grèce. Etant donné que l'économie de la Grèce est en train de s'effondrer plus rapidement que le pays n'est en mesure de rembourser ses dettes, sa dette souveraine est en train de progresser vers les 160 pour cent de son produit intérieur brut (PIB).

Des appels en faveur d'une relance économique qui accompagne l'austérité, au nom d'une « politique de la croissance », se sont heurtés à l'opposition de Berlin où Merkel a déclaré la semaine passée : « Financer la croissance par un plus grand endettement nous mènerait

tout droit au commencement de la crise. » Certains responsables allemands envisagent de s'occuper de la Grèce et peut-être aussi d'autres pays européens hautement endettés en les expulsant de la zone euro. Ceci signifie assécher le financement en les obligeant à réintroduire leur propre monnaie nationale.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, a dit que les responsables européens travaillaient sur des plans d'urgence au cas où la Grèce quitterait la zone euro.

Le président grec, Karolos Papoulias, a dit lors d'un entretien téléphonique hier que Merkel avait suggéré que la Grèce organise un « référendum sur l'adhésion à l'euro » parallèlement aux élections du 17 juin qui ont été prévues après que les partis politiques grecs n'eurent pas réussi former un gouvernement après le scrutin du 6 mai.

Une porte-parole du gouvernement allemand a ensuite démenti les commentaires de Papoulias comme étant « faux ». D'après la déclaration allemande, le porte-parole du gouvernement grec, Dimitris Tsiodras, a dit à la BBC qu'il n'avait « rien à ajouter » aux commentaires de Papoulias.

Lors de leur conférence conjointe, Obama et Hollande, se sont opposés aux projets d'expulser la Grèce de la zone euro. Hollande a dit avoir « la même conviction que la Grèce doit rester dans la zone euro. »

Hollande qui n'avait pas critiqué la politique étrangère de Sarkozy durant la campagne électorale, a indiqué vouloir rester étroitement aligné sur l'impérialisme américain en matière de questions militaires. Avant de quitter les Etats-Unis, Fabius a cyniquement fait remarquer, « qu'en fonction des résultats électoraux, les pouvoirs passent mais les intérêts de la France demeurent. »

Lors de sa rencontre avec Obama à la Maison Blanche, Hollande a fait marche arrière sur sa promesse électorale de retirer les 3.400 troupes françaises d'Afghanistan d'ici fin 2012 en disant qu'il n'évacuerait que les troupes de « combat ». Laissant en suspens la possibilité que des troupes françaises restent pour aider à l'entraînement.

Hollande a aussi dit que la France avait une « convergence » de vues et a promis d'entamer une « conversation » avec les Etats-Unis sur l'Iran. Des discussions au sujet de l'Iran et l'intensification de l'intervention des puissances de l'OTAN en Syrie seraient prévues aujourd'hui au sommet du G8 ainsi que la situation sécuritaire à Myanmar (Birmanie).

Ces discussions soulignent le vaste impact international de l'opposition populaire croissante à la politique de rigueur. Les attentes, notamment que les élections du 17 juin en Grèce puissent résulter en un gouvernement dirigé par SYRIZA - parti petit-bourgeois de « gauche » qui a proposé de bloquer de nouvelles mesures d'austérité et de renégocier avec l'UE et les banques la dette de la Grèce - sont en train d'intensifier les tensions internationales.

Hier, le chef de file de SYRIZA, Alexis Tsipras, a dit au *Wall Street Journal*: « Notre premier choix est de convaincre nos partenaires européens que, dans leur intérêt, le financement ne doit pas cesser... S'ils décident d'une action unilatérale de leur côté, en d'autres termes, s'ils assèchent leur financement, alors nous serons obligés de stopper le remboursement de nos créanciers, de cesser le paiement des échéances à nos créanciers. »

Visiblement, Tsipras est en train de lancer un appel pour que Washington, Paris et les

puissances partageant les mêmes points de vue, pressent Berlin d'accepter des renflouements plus importants et un ralentissement de l'imposition des coupes sociales. Réclamant une « solution européenne », il a dit : « Quoique nous fassions, les choses seront difficiles. Mais, ce sera difficile aussi pour l'ensemble de l'Europe parce que l'euro s'effondrera » si le financement de la Grèce est stoppé.

Ni l'exigence de Merkel en faveur de coupes sévères et immédiates ni les propositions d'Obama et de Hollande de combiner les réductions avec davantage de renflouements bancaires et de projets d'infrastructure symboliques n'offrent une perspective à la classe ouvrière pour aller de l'avant. Elles représentent tout au plus des formes différentes de pillage. Les deux politiques se servent de la dette souveraine croissante pour justifier de brutales coupes sociales et de versements massifs aux banques responsables de la crise financière qui a éclaté en 2008.

Certains commentateurs bourgeois refusent de se montrer indulgents à l'égard de la dette grecque essentiellement parce que ceci découragerait la poursuite de coupes sociales à travers l'ensemble de l'Europe. Et donc, Michael Gerson, écrit dans le *Washington Post* : « La Grèce pourrait faire défaut au sein de la zone euro en ayant une grande partie de sa dette annulée. Mais... quel message ceci enverrait-il à l'Italie, à l'Espagne, à l'Irlande et au Portugal - qui tous sont engagés dans un difficile programme de rigueur - si l'Union européenne accordait un traitement spécial à son membre le moins digne de confiance ? »

La question cruciale à laquelle est confrontée la classe ouvrière est de développer une direction socialiste révolutionnaire pour s'opposer à l'assaut des banques contre la classe ouvrière internationale - y compris les propositions de poursuivre les attaques sous couvert d'une politique de « croissance » élaborée entre Wall Street, Athènes et Paris.

La classe dirigeante est, quant à elle, en train de planifier une intensification de la répression et une guerre contre l'opposition grandissante de la classe ouvrière. Hier, la ministre italienne de l'Intérieur, Annamaria Cancellieri, a mentionné « un risque réel d'escalade » des protestations et des grèves pour justifier des « plans de sécurité d'urgence » formulés conjointement par le service de renseignement, la police et les responsables militaires italiens dans le but de déployer l'armée et de réprimer l'opposition en Italie.

Dans le même temps, comme les discussions au sujet de la guerre en Syrie et en Iran le montrent clairement, les puissances européennes et américaines sont en train de planifier une intensification des guerres impérialistes à l'étranger - au Moyen-Orient, puis contre d'autres adversaires.

Le quotidien français, *Les Echos*, a mis en garde contre une baisse des dépenses militaires européennes comme conséquence de la crise en citant le fait que « d'autres puissances économiques et militaires comme le Brésil, la Chine et l'Inde, émergent. » Le journal poursuit en disant : « Ces pays, souligne à raison le dirigeant danois [le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen], 'n'ont pas beaucoup d'intérêt à mettre en cause l'ordre mondial qui leur a permis de construire leur propre prospérité'. Mais ces pays ainsi que la Russie, s'ils n'ont pas empêché l'opération militaire en Libye menée par la France et l'Angleterre avec le soutien de l'OTAN, et des Etats-Unis, n'y ont pas, non plus, pris part...Leurs intérêts ne coïncident pas - toujours - avec ceux de l'Organisation [OTAN]. »

Article original, WSWS, paru le 19 mai 2012

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2012

Articles Par : [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca